



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# **TOUR D'HORIZON D'ACTUALITE**

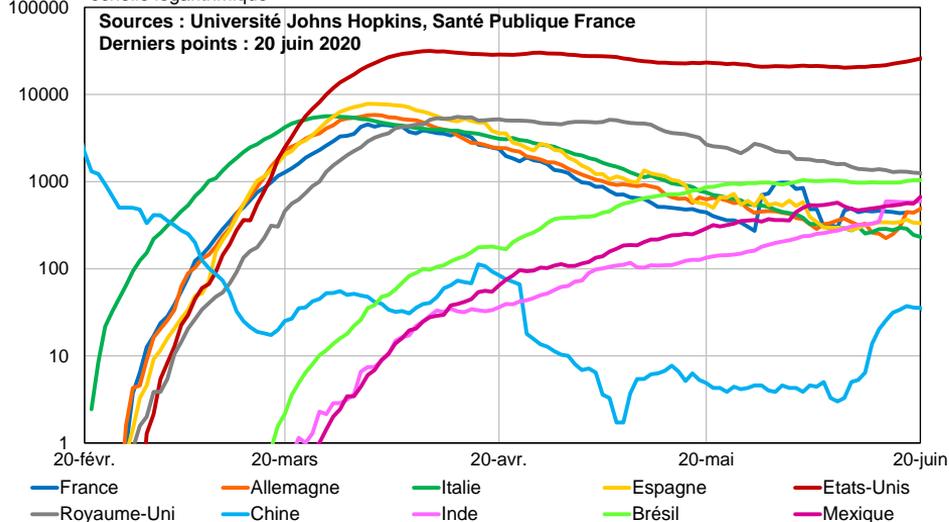
**9 JUILLET 2020**

# 1. Derniers développements conjoncturels & enjeux géographiques

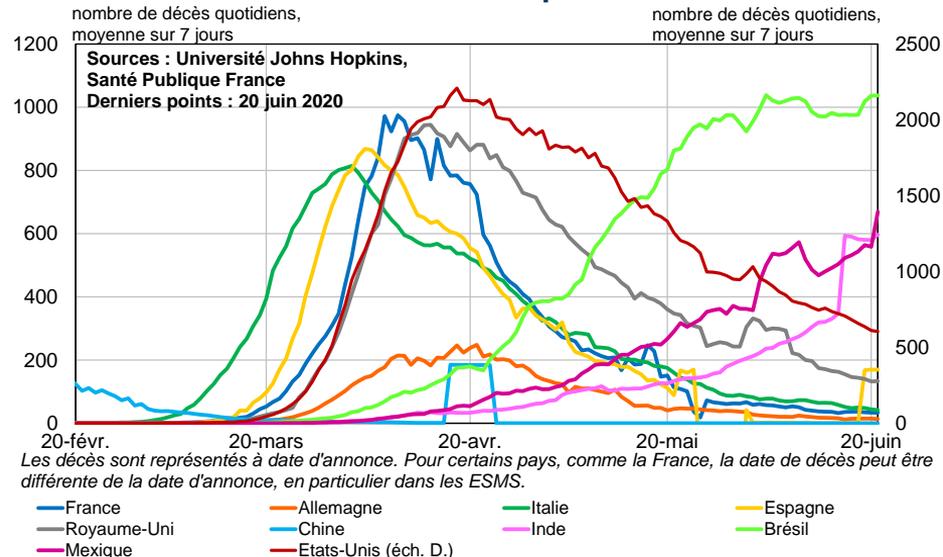
# [Épidémie] Entre première vague toujours en cours et crainte d'une deuxième vague

## Nombre de nouveaux cas confirmés quotidiens

nombre de nouveaux cas confirmés quotidiens, moyenne sur 7 jours, échelle logarithmique

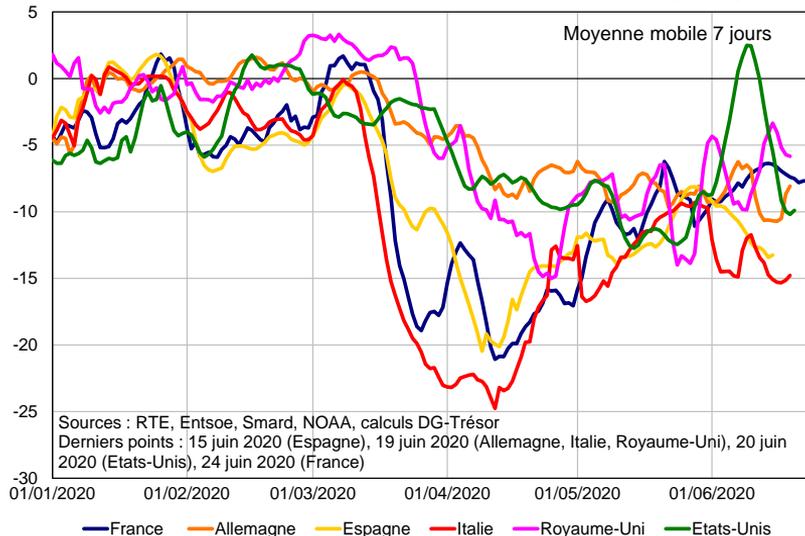


## Nombre de décès quotidiens

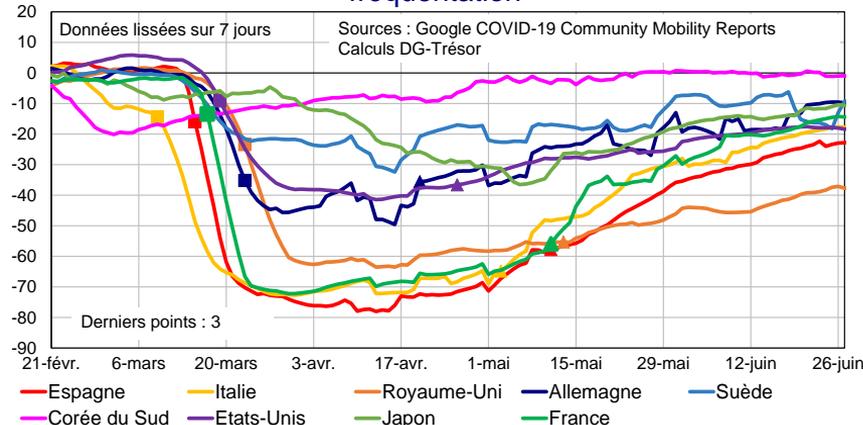


# Les indicateurs en temps réel rebondissent après les points bas atteints en avril

### Consommation d'électricité, écarts à la normale (en %)



### Indicateur d'activité construit à partir des données de fréquentation



*Note :* calculé comme la différence des variations par rapport à la fréquentation médiane pour ce jour de la semaine lors de la période du 3 janvier au 6 février. Pour construire cet indicateur d'activité, nous faisons la moyenne des fréquentations des catégories "Alimentation et Pharmacies", "Lieux de travail", "Loisirs et commerce de détail" et "Transports". Les carrés représentent le début du confinement, les triangles les dates des premières mesures de déconfinement.

# **[Chômage partiel] Un mécanisme clé d'absorption du choc en Europe**

**Un dispositif mobilisé rapidement, qui limite les pertes de revenus des ménages et les destructions d'emploi, tout en soutenant la trésorerie des entreprises.**

*Les salaires couverts font l'objet de transferts de l'Etat aux entreprises*

*Les salariés couverts ne sont pas comptabilisés comme chômeurs*

**Un dispositif massivement mobilisé par les entreprises**

*En France, plus de la moitié de l'emploi salarié a fait l'objet d'une demande d'activité partielle*

*Les demandes d'indemnisation effective concernent bien moins de salariés*

*La part de l'emploi salarié couvert varie sensiblement selon les pays*

**Un suivi en temps réel complexe**

*Délais de déclaration*

*Délais d'instruction des dossiers*

**Des données partielles, qui ne permettent pas encore une comparaison fine pour le moment**

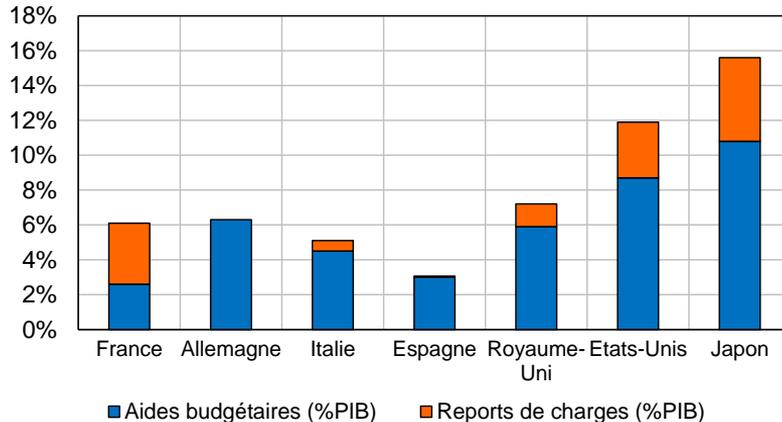
*Le nombre d'heures indemnisé (sauf UK par construction)*

*La durée sur laquelle le dispositif sera mobilisé*

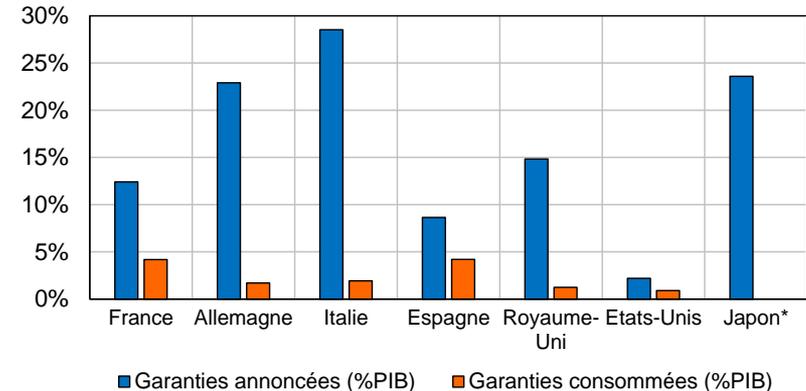
# [Mesures budgétaires] Soutien à l'économie : au-delà des chiffres, des questions d'effectivité, d'efficacité et de ciblage

- **Aides budgétaires et annulation de charges**
  - soutien aux services sanitaires, aux régions, aux personnes vulnérables, chômage partiel, subventions aux indépendants etc.
- **Report de charges**
  - report des contributions à la sécurité sociale notamment
- **Garanties de prêts et assimilés**
  - soutien à la liquidité des entreprises qui en ont besoin pour faire face à cette crise

Aides budgétaires et reports de charges (%PIB)



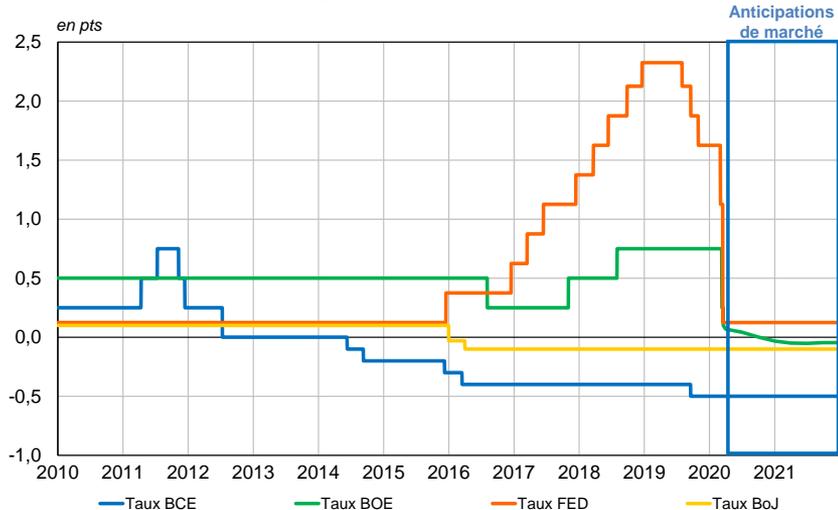
Garanties de prêts annoncées et consommées (%PIB)



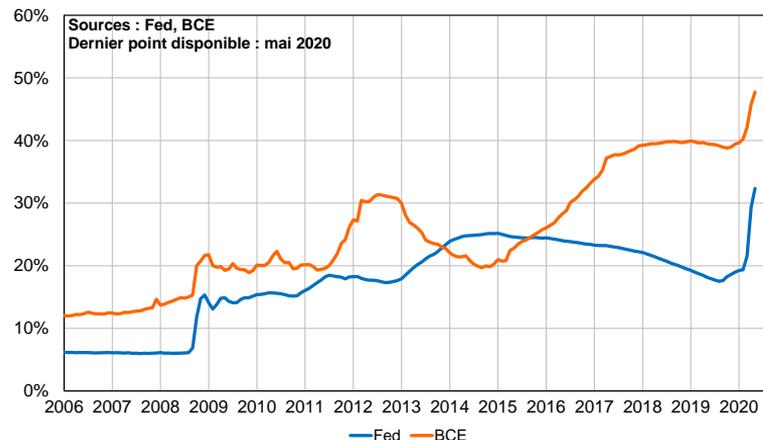
\* : données sur les garanties consommées non disponibles pour le moment

# [Soutien monétaire] La réponse des banques centrales a été rapide et importante.

## Taux d'intérêts directeurs

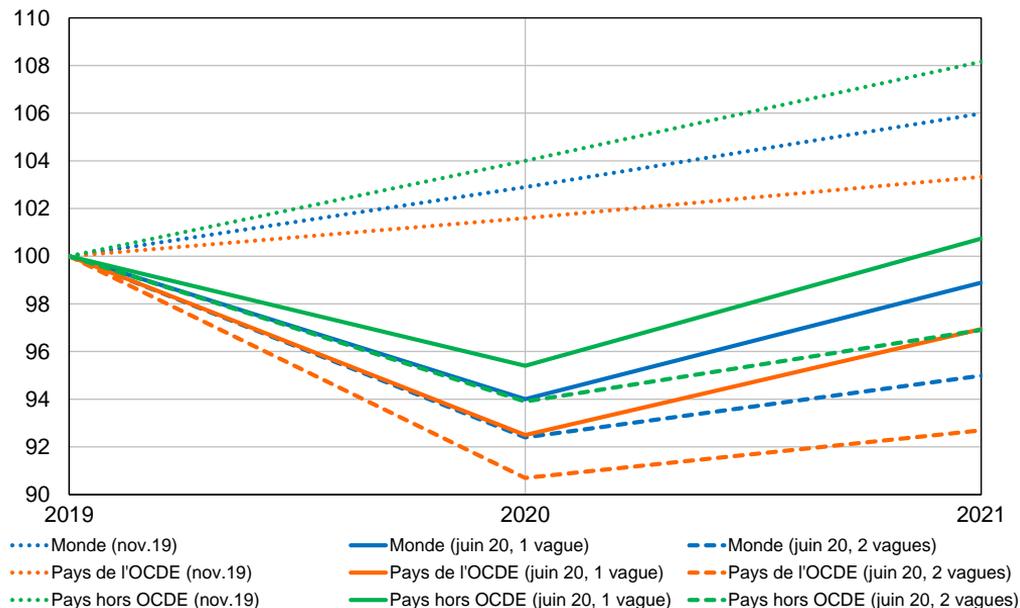


## Bilans de la Réserve fédérale et de la Banque centrale européenne, % du PIB



# [Croissance mondiale] L'activité mondiale resterait durablement affectée par cette crise

## Prévisions de l'OCDE



### À horizon 2021, perte / niveau prévu avant covid-19

- Monde : -7,1 pts
- Pays de l'OCDE : -6,4 pts
- Pays hors OCDE : -7,4 pts

### Une 2<sup>nd</sup>e vague entraînerait une nouvelle perte

- Monde : perte suppl. -3,9 pts
- Pays de l'OCDE : perte suppl. -4,2 pts
- Pays hors OCDE : perte suppl. -3,8 pts

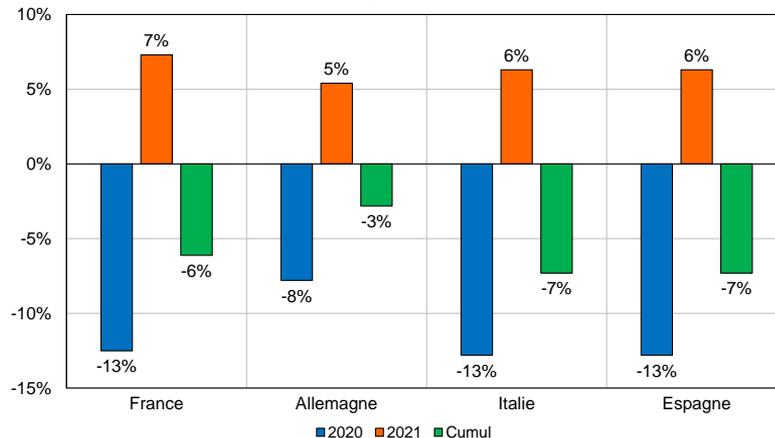
# [Zone euro] Un rebond partiel et hétérogène en 2021

La France, l'Espagne et l'Italie seraient les plus touchés au 1er semestre 2020. Attention toutefois aux comparaisons statistiques.

Le rythme de reprise diffère pour chaque pays de la zone euro : des aspects propres au Covid-19 (choc du tourisme, évolution de la demande mondiale) et des enjeux structurels dessinent les contours de cette reprise différenciée.

Le niveau d'activité serait loin d'avoir retrouvé son niveau d'avant crise fin 2021.

Prévisions de croissance en zone euro selon le FMI (juin 2020)



# [Etats-Unis] Une trajectoire risquée à plusieurs égards

- **Épidémiologie : un confinement Etat par Etat, moins sévère et moins long qu'en Europe.**

Recrudescence des cas, et risque que l'épidémie ne soit pas maîtrisée

- **Explosion du chômage temporaire, contenue par le PPP**

Le chômage partiel étant peu utilisé aux US, le nombre de chômeurs temporaires (conгés sans soldes, ou anticipation de réembauche au même poste dans les 6 mois) a explosé

Avec le *Paycheck Protection Program*, les PME disposent de prêts avantageux qu'elles n'auront pas à rembourser en cas de maintien (ou réembauche) de la main d'œuvre d'ici fin 2020

Le chômage temporaire (et la baisse du taux d'activité) devrait néanmoins se résorber graduellement

- **Des allocations complémentaires très généreuses**

Allocation chômage supplémentaire de 600\$/semaine jusque fin juillet (taux de remplacement médian de 134%)

- **Politique économique et endettement dans la perspective des élections :**

Finances publiques dégradées malgré un chômage à 4%

Environ 12% de stimulus budgétaire additionnel (contre 7% en 2008-2009), portant le total à 20% du PIB pour 2020, alors qu'un 5<sup>e</sup> paquet budgétaire est en discussion

Une dynamique de dette renforcée (140% fin 2021 selon l'OCDE), qui pourra être source de conflit politique sur les moyens d'y remédier (hausse des recettes vs baisse de dépenses) en 2021 (renégociation du plafond de la dette).

# [Pays émergents] Une situation sanitaire et économique préoccupante

- Sur le plan sanitaire, de nombreux pays n'ont pas encore atteint leur pic de contamination et de mortalité.

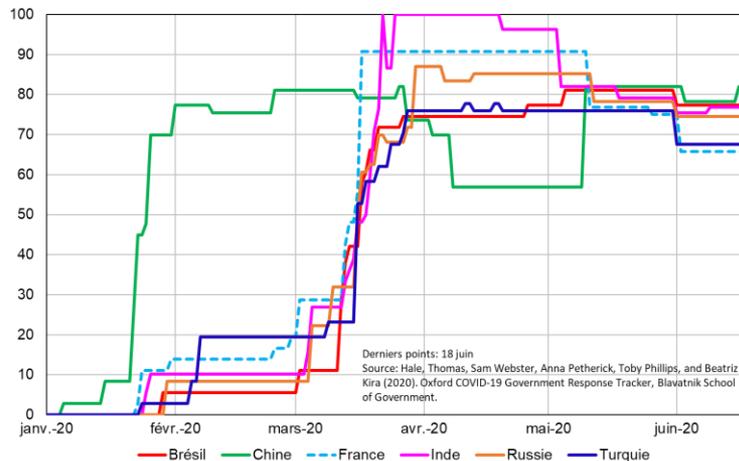
Une épidémie toujours dynamique au Brésil, en Russie et en Inde

Des mesures de confinement très couteuses socialement, dans des pays à faibles filets de sécurité

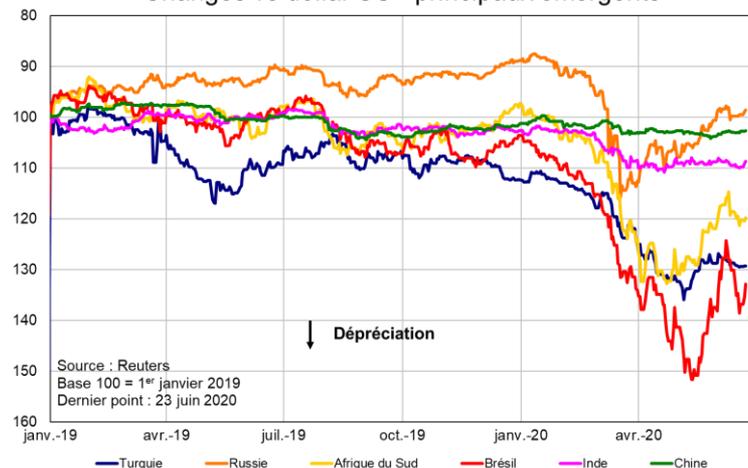
- Sur le plan économique, un choc d'une dimension supplémentaire

Au double choc d'offre et de demande rencontré par les pays avancés s'ajoute, pour les pays émergents, un choc financier : la dépréciation des monnaies affaiblit le pouvoir d'achat des populations

Indice de sévérité des mesures sanitaires



Changes vs dollar US - principaux émergents

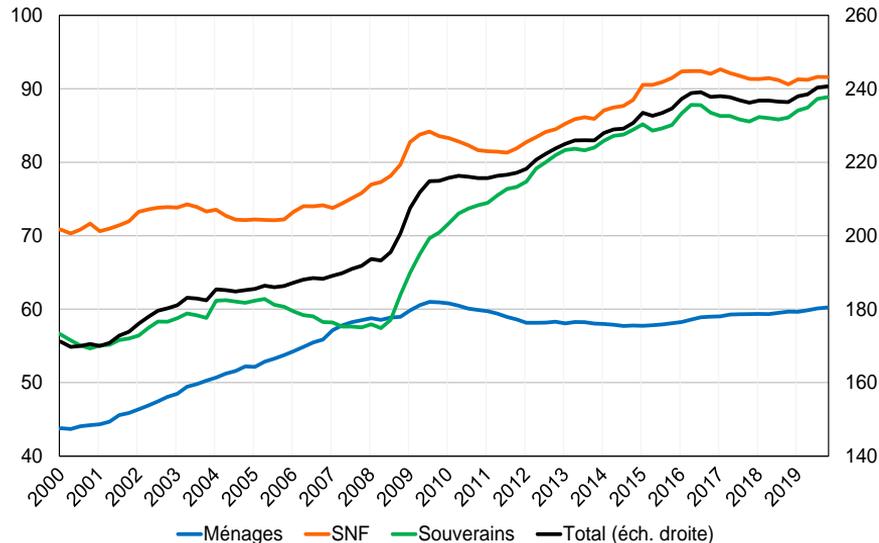


## 2. Risques

# [Dette] La crise du Covid-19 pourrait exacerber les vulnérabilités liées à la dette publique et privée mondiale (1/2)

- La dette mondiale non financière a atteint un niveau historique de 241 % du PIB à la fin du T4 2019, soit +49 pts par rapport à la veille de la crise fin 2007

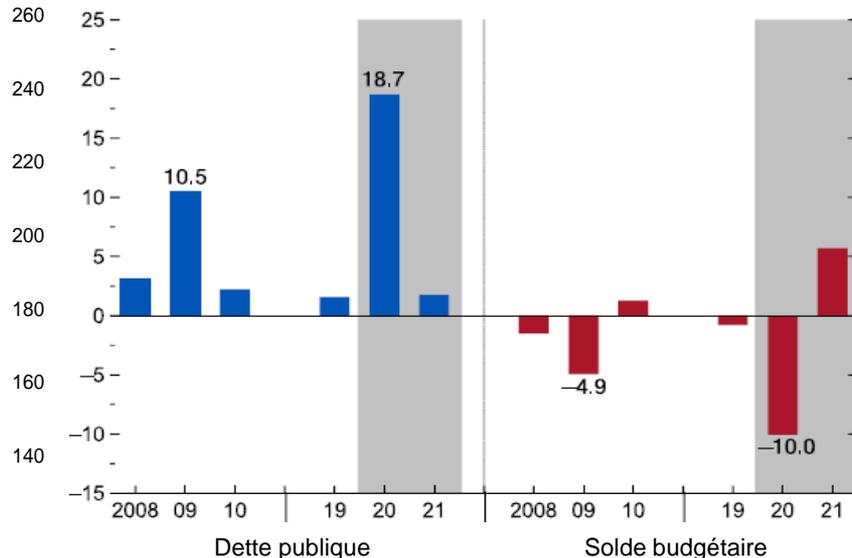
Dette mondiale (% du PIB)



Source: DG Trésor. Données : Institute of International Finance, avril 2020.

- La dette publique devrait augmenter fortement suite à la baisse des recettes liées à la contraction de l'activité mondiale et aux mesures de soutien budgétaire (+19 pts en 2020 selon le FMI)

Variation de la dette publique et du solde budgétaire



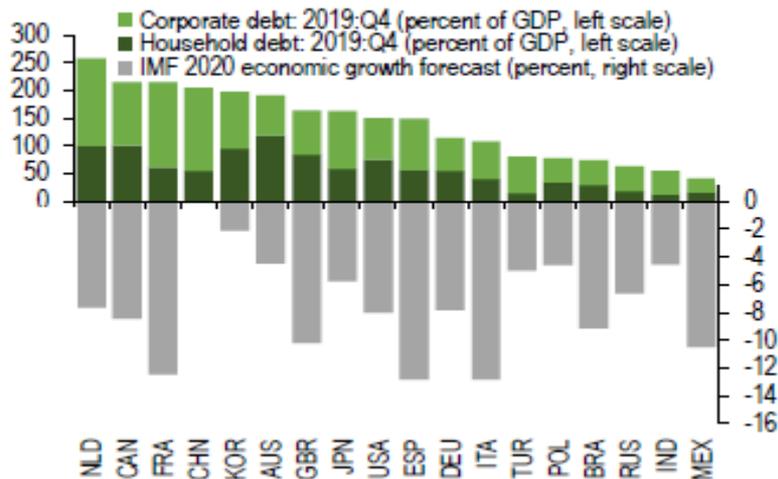
Source: FMI, WEO update, juin 2020.

# [Dette] La crise du Covid-19 pourrait exacerber les vulnérabilités liées à la dette publique et privée mondiale (2/2)

- La dette des entreprises, déjà à un niveau historiquement élevé en début de pandémie, devrait se creuser avec un risque de solvabilité accru

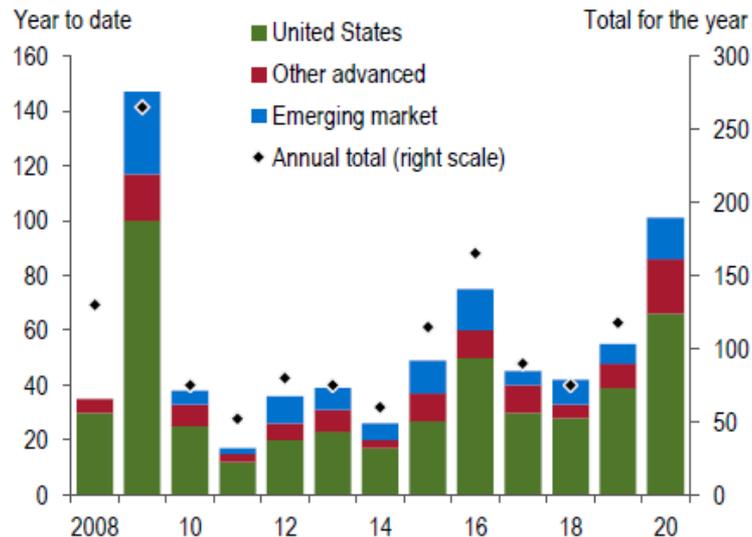
- Les défauts sur les obligations d'entreprise, au plus haut depuis le pic de 2009, pourraient se dégrader davantage

## Dette du secteur privé non financier et prévisions de croissance



Source: FMI, GFSR update, juin 2020.

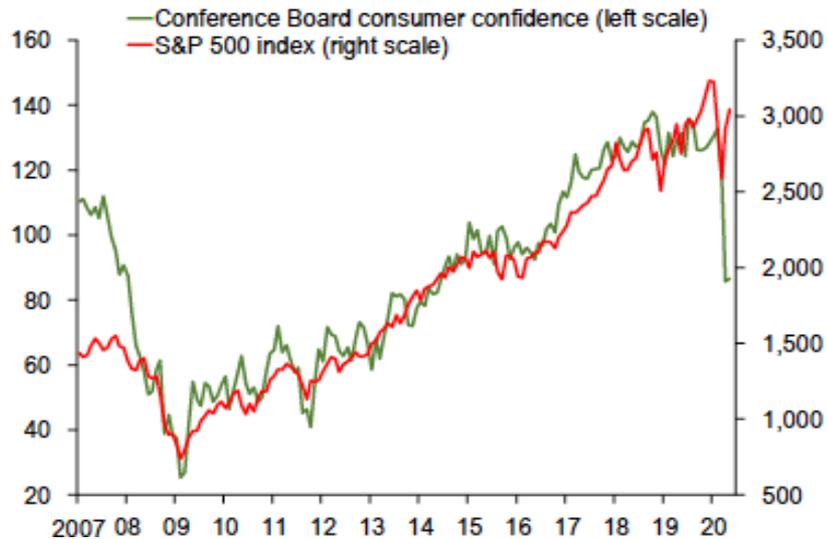
## Nombre de défauts sur les obligations d'entreprise



Source: FMI, GFSR update, juin 2020.

# [Marchés financiers] Les risques financiers restent élevés au niveau international

## Marchés US et confiance des consommateurs

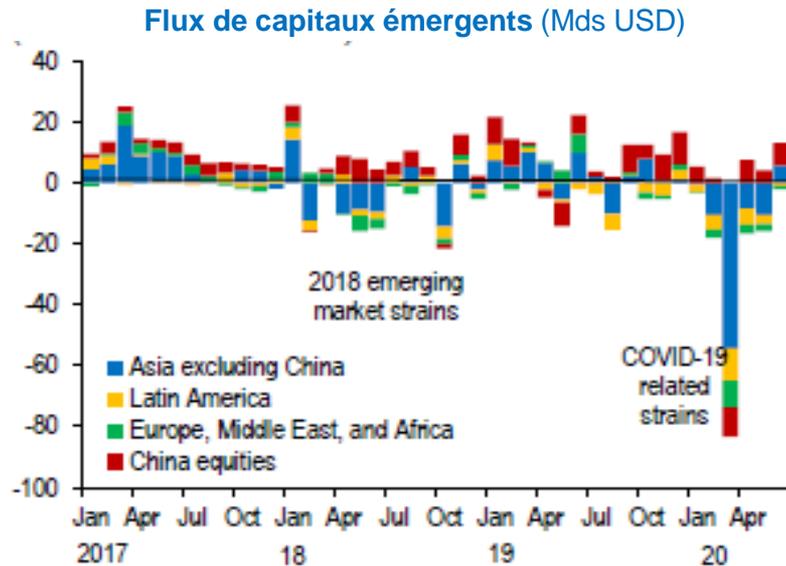


Source: FMI, GFSR update juin 2020.

- Dans les pays avancés, après une forte correction, les marchés actions ont rebondi. La déconnexion apparente actuelle entre l'optimisme des marchés et les perspectives très incertaines de l'activité mondiale pourrait conduire à une nouvelle correction
- Par ailleurs, la crise pourrait mener à la matérialisation des fragilités financières accumulées depuis la dernière crise:
  - le secteur bancaire pourrait être mis à l'épreuve par le nombre important de faillites et la poursuite de l'environnement de taux d'intérêt bas
  - les institutions financières non bancaires pourraient être touchées alors qu'elles ont un rôle de plus en plus important dans le système financier, créant un effet amplificateur de la crise

# [Emergents] Les risques restent élevés dans les économies émergentes, et la crise du Covid-19 pourrait en accélérer la matérialisation

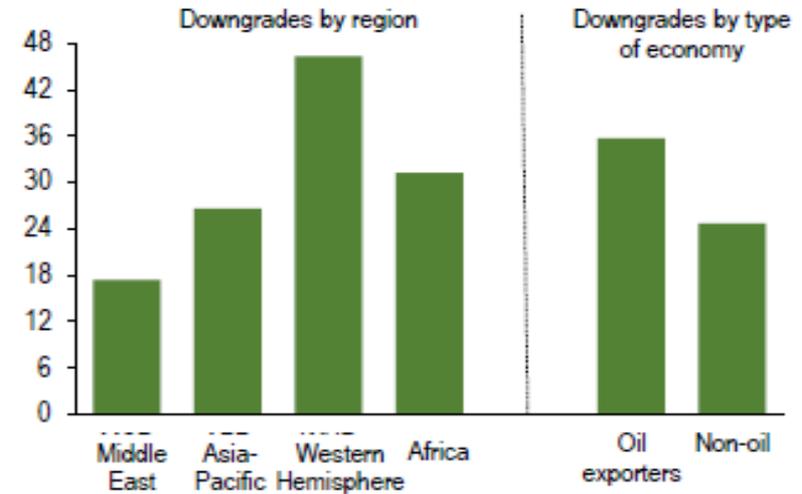
- Les économies émergentes font face à des besoins de financement extérieur importants dans un contexte de volatilité accrue des flux de capitaux



Source : FMI

- Par ailleurs, la crise du Covid-19 pourrait accélérer la matérialisation de vulnérabilités financières préexistantes

## Part des pays émergents ayant fait l'objet d'un abaissement de leur notation souveraine (%)



Source : FMI

# [Tensions commerciales] La reprise pourrait pâtir d'une nouvelle escalade des tensions commerciales et technologiques

## • US – Chine :

- La signature du *Phase 1 deal* a marqué une trêve dans l'escalade tarifaire mais pas la fin des tensions commerciales. La Chine peine à respecter ses engagements d'achats et les droits de douane bilatéraux demeurent à un niveau historiquement élevé.

- Multiplication des mesures non tarifaires à l'encontre des acteurs chinois, en particulier dans les nouvelles technologies.

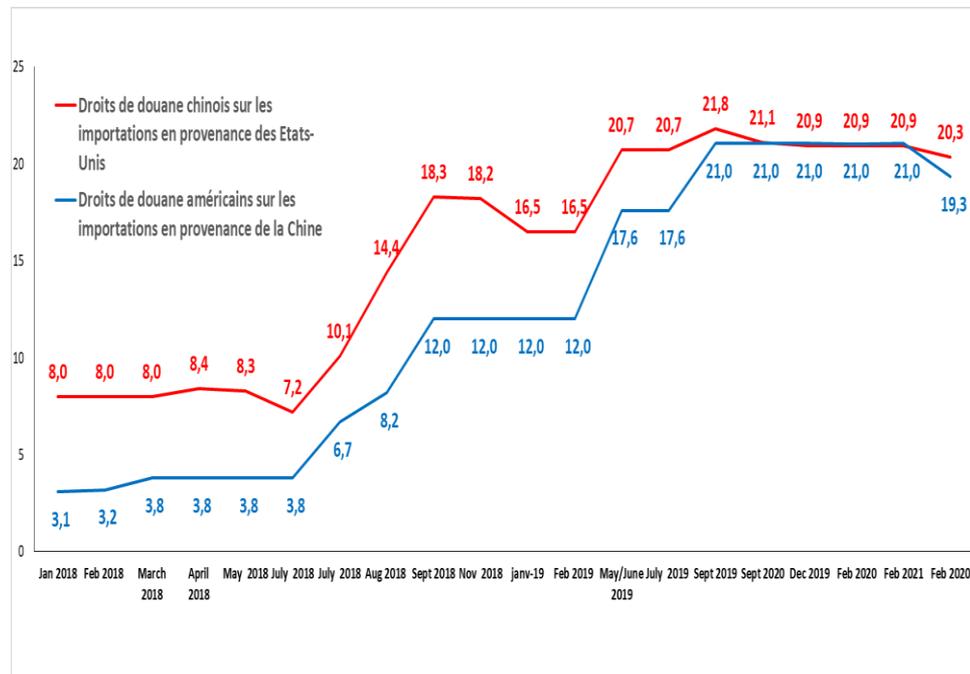
## • US – UE :

- Suite au contentieux Airbus, mise en place depuis octobre 2019 de sanctions tarifaires sur 7,5 md\$ d'importations en provenance de l'UE.

- Menaces d'extension à d'autres biens et nouvelles menaces, en particulier en lien avec la fiscalité sur le numérique.

**Les dépendances commerciales révélées par l'épidémie sur certains produits pourraient entraîner la résurgence de mesures protectionnistes.**

Droits de douane bilatéraux US-Chine



Source: PIIIE



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# L'OUTIL DE PRÊT GARANTI PAR L'ÉTAT

## LE CIRI

# 1. Le PGE – Un instrument de soutien massif à la Trésorerie des entreprises

---

# Le PGE en bref

## Chronologie

A partir du 13 mars, la DG Trésor, la fédération bancaire française et Bpifrance débudent leurs discussions sur un dispositif massif de garanties étatiques.

Le 16 mars soir, le Président de la République annonce un « *dispositif de garanties de 300 Mds€* »,

Le 20 mars, les principaux paramètres sont soumis à la Commission européenne.

Le 21 mars, la garantie de l'Etat est accordée par la loi de finances rectificative.

Le 23 mars, la loi de finances est publiée,

Le 25 mars, lancement officiel par les premiers réseaux bancaires,

*A date : plus de 100 Mds€ de garanties accordées à plus de 500 000 entreprises,*

---

# Le PGE en bref

## Principes structurants (1/2)

### *Côté demande*

- 1) Les entreprises avaient besoin de trésorerie immédiatement → Pas de prescription dans l'utilisation des fonds + appui sur le réseau bancaire territorial.
  - 2) Nécessité d'un octroi rapide → Pas d'accord *ex ante* de l'Etat, mais contrôles durant la vie du prêt garanti (sauf pour les grandes entreprises).
  - 3) Tous les secteurs touchés → Tous secteurs et tous types de sociétés/associations éligibles (sauf SCI personnelles, banques et sociétés de financement).
-

# Le PGE en bref

## Principes structurants (1/2)

### *Côté offre*

- 1) Les prêts doivent être proportionnés aux pertes de chiffres d'affaires → Max. 25% du CA (et moins si possible)
  - 2) Les prêts doivent être des prêts bancaires.
  - 3) Les banques doivent éviter tout aléa moral → conditions de *new money* et garanties limitée à 90% (PME-ETI) ou 70-80% (GE) du principal, sans possibilité d'autres sûreté.
-

# Fonctionnement opérationnel

## Un produit simple

1+5 années maximum de maturité ; tarifé “prix coûtant” pour les banques, incluant une commission de garanties versée à l’Etat.

Random controls of eligibility throughout the years by Bpifrance and when guaranteed is called (ie, for SMEs, State Guarantee is valid unless it is cancelled by controls *ex post* - different system as for big companies).

## Une procédure simple

- 1) L’entreprise demande son PGE à sa banque ;
  - 2) La banque pré-valide ;
  - 3) L’entreprise génère un *token* sur un site *ad hoc* de Bpifrance (pour ne pas obtenir plusieurs PGE) ;
  - 4) La banque octroie le crédit.
-

# Premières conclusions

- Au 6 juillet, plus de 100 Mds€ octroyés à plus de 500 000 entreprises ;
  - Sans surprise, le commerce de détail, l'hôtellerie-restauration admettent les plus forts taux de recours ;
  - Les encours régionaux sont proportionnels aux PIB régionaux ;
  - Plutôt bonne complémentarité avec les autres mesures de soutien à la trésorerie : chômage partiel, plans sectoriels, fonds de solidarité.
-

# Défis à venir

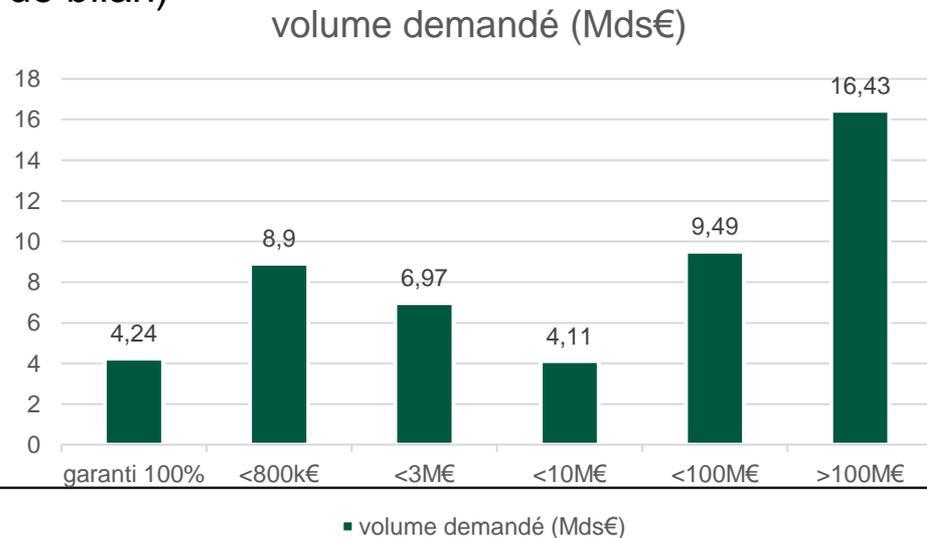
- Devenir en 2021 des crédits : quelle part sera remboursée ? Quelle part fera défaut ? Quelle part sera prolongée ?
  - Coût pour les finances publiques, qui dépendra de la qualité de la relance.
  - Besoin urgent de fonds propres pour de nombreuses entreprises, assez endettées avant le covid19.
-

# Situation allemande – quels dispositifs comparables au PGE?

- Annoncé le 13 mars 2020
  - Même principe que les produits KfW traditionnels en faveur du financement des entreprises avec des caractéristiques améliorées :
    - Durée jusqu'à 10 ans, possibilité de 2 ans de différé d'amortissement
    - 1% à 2,12% pour le client final (la KfW prête aux banques, qui prêtent en miroir aux clients)
    - Possibilité de prêt direct
    - Sinon 90% pour les PME et 80% pour les ETI / grands groupes
  - Jusqu'à 100% du risque pour les crédits de petits montants (entreprises de plus de 10 salariés, profitables, sans analyse de risque par la KfW, 800k€ max, plus cher : 3% ...)
-

# Situation allemande : quelle utilisation des garanties

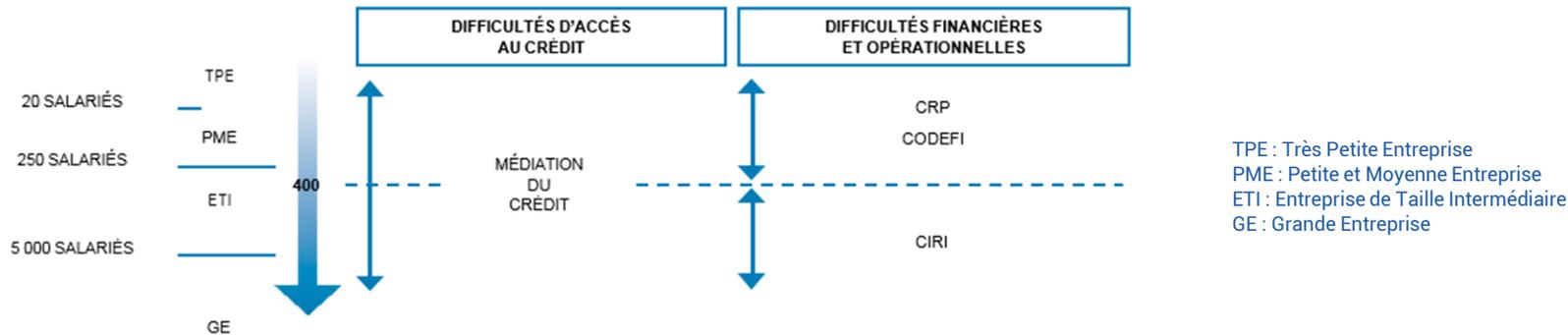
- Prêts / garanties KfW : volume de demandes : 50Mds€, en cours de tarissement, alors que le plafond de garantie a été rehaussé de 357 Mds€ en LF
- Pas d'utilisation de garanties sur émissions obligataires (autorisation de 400 Mds€ en LF)
- Quelques grosses opérations :
  - Lufthansa : 3 Mds€ (+6Mds€ haut de bilan)
  - TUI : 1,8 Mds€
  - Adidas : 2,4 Mds€
- Pas de communication sur le cout du risque (et en particulier sur garanti 100%)



# Le Comité Interministériel de restructuration industrielle

---

# Champ d'intervention de de l'Etat et du CIRI



- Le CIRI, institué par arrêté du Premier ministre du 6 juillet 1982, est l'instance nationale de droit commun pour les entreprises employant plus de 400 salariés en France (sauf cas particuliers d'entreprises structurantes pour un secteur).
- Pour accomplir sa mission, le CIRI s'appuie sur un secrétariat général assuré par la direction générale du Trésor, elle-même rattachée au Ministre de l'Économie et des Finances.
- Les modalités d'accueil et de traitement des dossiers d'entreprises confrontées à des problèmes de financement sont fixées au sein de la [circulaire du 9 janvier 2015](#).

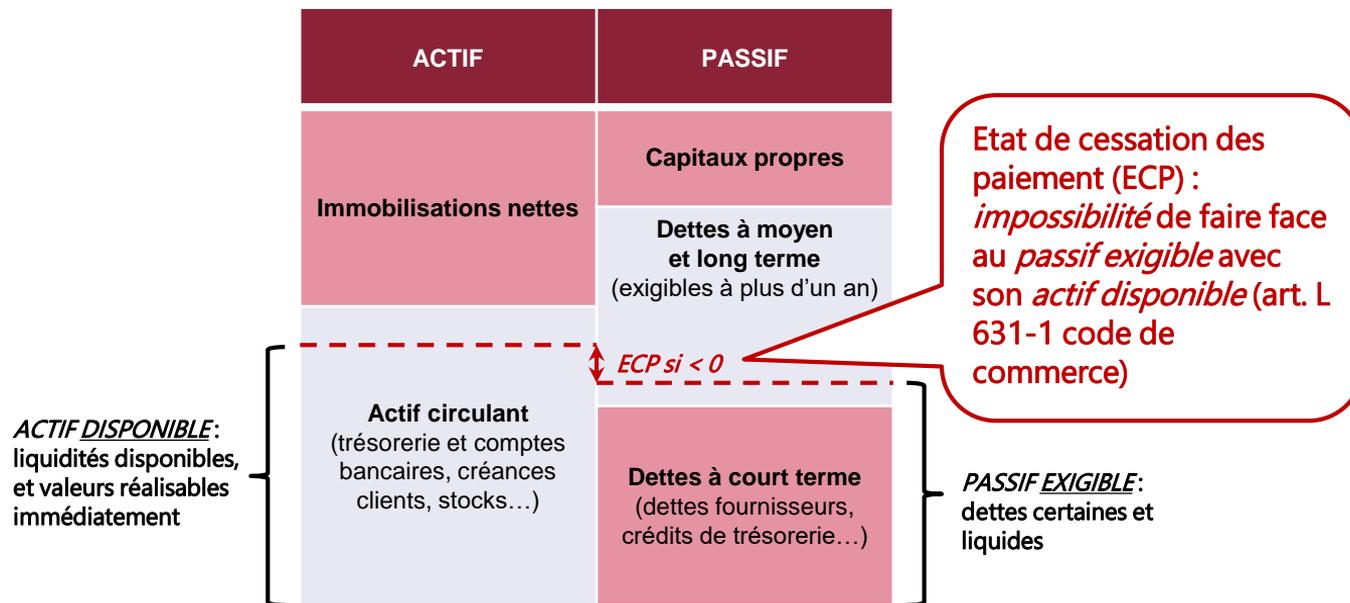
# Champ d'intervention du CIRI

- **Définition de l'entreprise en difficulté**
- L'entreprise est naturellement et continuellement confrontée à un enchaînement de difficultés de toute nature
- L'entreprise peut se retrouver en situation de rupture quand elle n'est plus en mesure de faire face à ses engagements (salariés, créanciers publics ou privés), notamment à court terme
- Cette situation génère des perturbations majeures au sein de l'entreprise...
- ...ainsi que dans son écosystème (clients, fournisseurs, établissements de financement et de crédit), entraînant potentiellement des faillites en cascade

**Des enjeux financiers, économiques, juridiques, industriels et sociaux**

# Champ d'intervention du CIRI

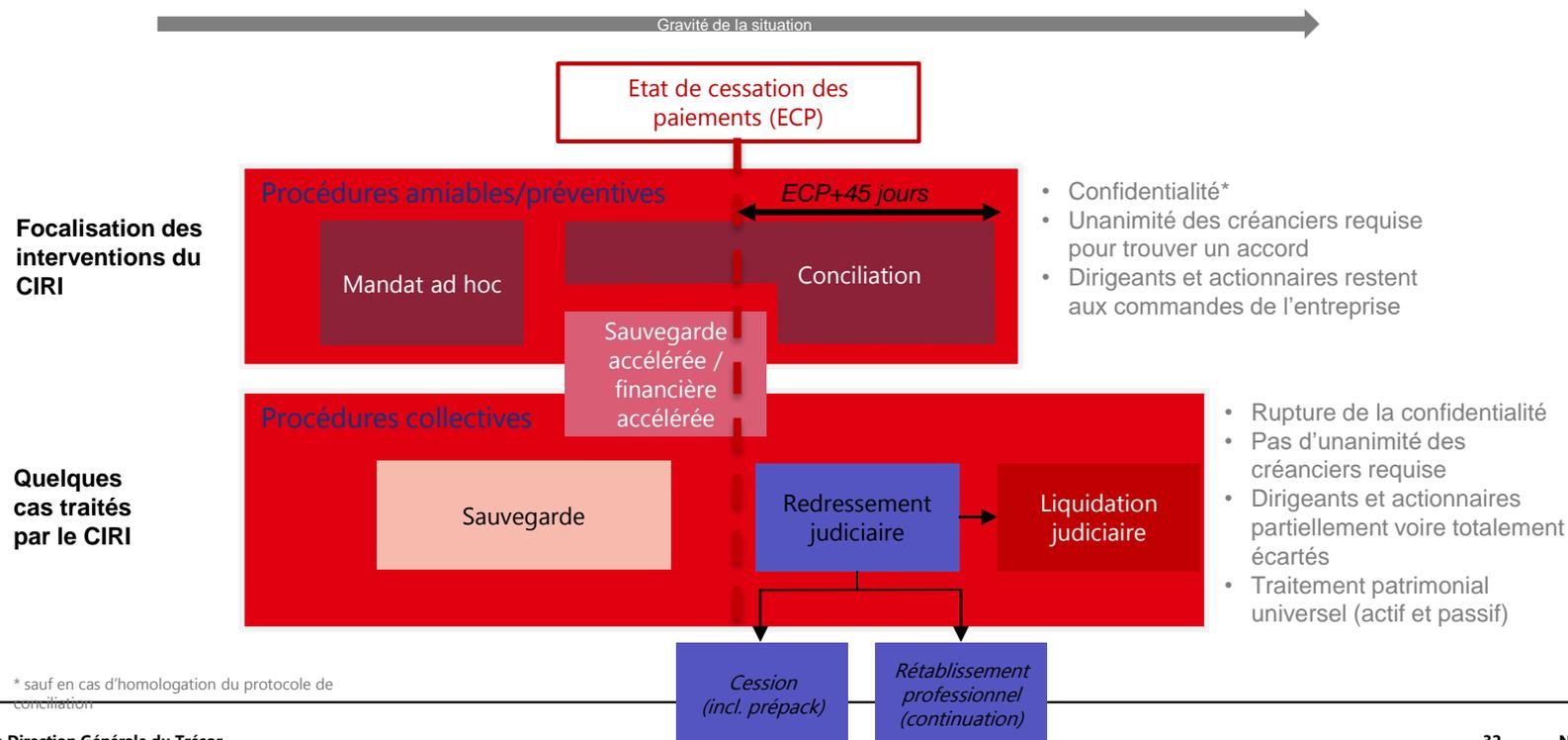
- Caractérisation financière de l'entreprise en difficulté



L'état de cessation des paiements (ECP) constitue un point de rupture, tant financier que juridique

# Champ d'intervention du CIRI

- Un cadre juridique adapté à chaque situation :  
Livre VI du Code de commerce



- **LE CIRI** : un comité créé en 1982 pour accompagner les entreprises en période de mutation économique
- **OBJECTIF** : trouver des solutions pour pérenniser l'activité et sauvegarder l'emploi pour les entreprises de plus de 400 salariés en difficulté
- **PRINCIPES DIRECTEURS** : disponibilité, coordination, transparence, confidentialité, traitement global et équilibré
- **OUTILS** : réunions de négociation, interventions financières publiques (plan CCSF, prêt FDES, aides publiques de droit commun), aide à la recherche d'adossement industriel et/ou financier (acteurs privés et/ou publics), assignation en redressement judiciaire
- **RESSOURCES**: 1 Secrétaire Général, 5 rapporteurs ; une enveloppe FDES de 50M€ en 2019

Plus de 35 ans d'expérience, un éventail de compétences industrielles, financières et juridiques au service des entreprises en difficulté

# Le CIRI au sein de la DG Trésor

<b>AFT</b>	
Agence France Trésor	
Directeur général	Directeur général adjoint
A. Banaag	A. Desvignes
<b>FIN INFRA</b>	
Mission/rapport au financement des Infrastructures	
J. Bensaid	

<b>DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR</b>			
Directrice générale		Directeur général adjoint	
O. Renaud-Basso		B. Dumort	
<b>Chef économiste</b>		<b>Cabinet DG</b>	<b>Conseillers de la DG</b>
M. Houdeline		Chef de cabinet de la DG et du DGA F. Brotons	Entreprises et attractivité A. Navaro Politique économique T. Meziani Stabilité financière N.
			Porte-parole M. Von Discours, Veille, Synthèse F. Fenech, T.

<b>PPE</b>
Pôle Publications Économiques
C. Loupatis

 31 Services Économiques Régionaux 72 Services Économiques 4 Représentations Permanentes 1 Délégation Permanente 5 Institutions Financières Internationales	
<b>PCN</b>	<b>MCAF</b>
Mission de Contrôle Point Contact National	Mission de Contrôle des Activités Financières
E. David	E. Charon

<b>SPMAE</b>
Service des Politiques Macroéconomiques et des Affaires Européennes
E. Masse

<b>SPP</b>
Service des Politiques Publiques
A. Buzot

<b>SFE</b>
Service du Financement de l'Économie
S. Raspière

<b>SAMD</b>
Service des Affaires Multilatérales et du Développement
O. Chabert

<b>SABINE</b>
Service des Affaires Bilatérales et de l'Internationalisation des Entreprises
O. Cherevinski

<b>SG</b>
Secrétariat générale
O. Valéry

<b>UFA</b>	<b>MPE</b>	<b>MCI</b>
Unité Franco-Allemande	Mission Parlement Européenne	Mission Coopération Internationale
	P. Moussi	

<b>PREV</b>	<b>EUROPE</b>	<b>MACRO</b>
SD Diagnostic et prévisions	SD Affaires Européennes	SD Politiques macro-économiques
A. Anst	A. Baciut	N. Georges

<b>FIPU</b>	<b>POLSOC</b>	<b>POLSEC</b>
SD Finances publiques	SD Politiques sociales et emploi	SD Politiques sectorielles
H. Farouche S. A. Tercet	B. Deostier	T. Seyon

<b>PEPFI</b>	<b>PRESF</b>
Pôle Économie Sociale et Solidaire et Investissement à Impact	Pôle Analyse Économique du Secteur Financier
T. Botton	O. Lalanne

<b>CONSEILLERS</b>	<b>UEAD</b>
Conseillers financiers Afrique	Unité d'évaluation des activités de développement
Y. Chaperde-D. Froust	M. Grelle-Audouard

<b>SPI</b>
Secteurs Prioritaires à l'International
O. Brand-Sabatier

<b>POLCOM</b>	<b>IGDG</b>
Pôle Communication	Inspection Générale de la Direction Générale
E. Guet	A. de Coster

<b>PREV1</b>	<b>EUROPE1</b>	<b>MACRO1</b>
Diagnostic et prévisions France	Union Économique et monétaire	Politique économique France
P. Unast	A. Loeber	E. Gieren

<b>FIPU1</b>	<b>POLSOC1</b>	<b>POLSEC1</b>
Synthèse des finances publiques	Marché du travail et politiques de l'emploi	Industrie, Économie de la connaissance et de l'innovation
C. Kerlan	O. Tisserat	E. Guel

<b>BANCFIN1</b>	<b>FINENT1</b>	<b>ASSUR1</b>
SD Banques et financements d'intérêt général	SD Financement des entreprises et marché financier	SD Assurances
F. Rebou	Y. Fouzard	L. Com

<b>MULTIFIN</b>	<b>MULTICOM</b>
SD Affaires financières multilatérales et développement	SD Politique commerciale et investissement et aide contre la criminalité financière
O. Soussignan	E. L'Empereur

<b>FININTER</b>	<b>BILAT</b>
SE Financement international des entreprises	SD Relations économiques bilatérales
G. Guineau	G. Bortas

<b>RH1</b>	<b>RH2</b>
Ressources humaines AC	Ressources humaines des services à l'étranger et déconcentrés
A. Chénouff	M. Bédou

<b>PREV2</b>	<b>EUROPE2</b>	<b>MACRO2</b>
Diagnostic et prévisions à l'international	Coordination et stratégie européenne	Économie internationale
William D. De Vissers	S. Menard	A. Sauveplane

<b>FIPU2</b>	<b>POLSOC2</b>	<b>POLSEC2</b>
Prévisions des prélèvements sociaux et de la fiscalité des entreprises	Santé et comptes sociaux	Activités tertiaires et concurrence
S. Gissot	T. Frignon	E. Guel

<b>BANCFIN2</b>	<b>FINENT2</b>	<b>ASSUR2</b>
Départements et collectivités d'outre-mer	Financement et développement des entreprises	Entreprises intermédiaires d'assurance
E. Seguin	L. Marguente	M. Landais

<b>MULTIFIN2</b>	<b>MULTICOM2</b>
Afrique subsaharienne, zone Euro et AFD	Règles internationales du commerce et de l'investissement
J. Ecou	F. Girard

<b>FININTER2</b>	<b>BILAT2</b>
Financements directs	Turquie, Balkans, CEI et Moyen-Orient
V. Marlet	R. Viret

<b>BUDGET</b>	<b>STEP</b>
Affaires budgétaires et comptables	Stratégie études et pilotage
A. Lobb-Goldbach	M. Bannou-Guind

<b>PREV3</b>	<b>EUROPE3</b>	<b>MACRO3</b>
Analyse conjoncturelle	Relations bilatérales et instruments financiers européens	Échanges extérieurs et risque-pays
C. Geay	S. Tabard	A. Guge

<b>FIPU3</b>	<b>POLSOC3</b>	<b>POLSEC3</b>
Études fiscales et dépense publique	Retraites et redistribution	Économie des réseaux
L. Dimand-Hout	L. Benotau	E. Bety

<b>BANCFIN3</b>	<b>FINENT3</b>
Financement du logement et d'activités d'intérêt général	Stabilité financière, comptabilité et gouvernance des entreprises
L. Ouern	J. Broulet

<b>MULTIFIN3</b>	<b>MULTICOM3</b>
Financement multilatéral du développement et du climat	Lutte contre la criminalité financière et sanctions internationales
L. Puppato	E. Peyret

<b>FININTER3</b>	<b>BILAT3</b>
Affaires aéronautiques militaires et maritimes	Asie et Océanie
B. Cataras	P. Alléger

<b>BPS</b>	<b>DSI</b>
Prestations de services	Systèmes d'information
D. Rompneu	J. Gidon

<b>POLSOC4</b>	<b>POLSEC4</b>
Institutions et évaluation des politiques sociales et de l'emploi	Climat, environnement et agriculture
E. Teyssie	A. Zaharshoua

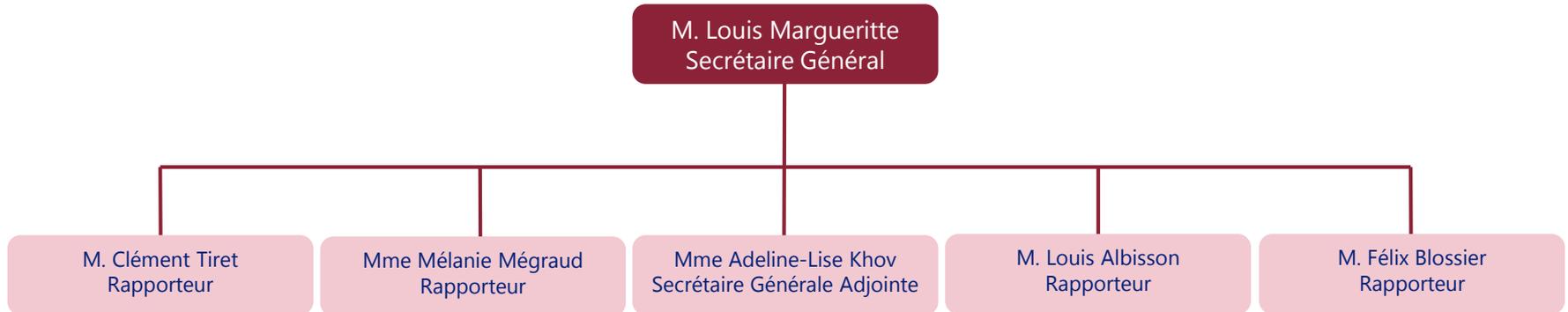
<b>BANCFIN4</b>
Services bancaires et moyens de paiement
A. Delanay

<b>MULTIFIN4</b>	<b>MULTICOM4</b>
Système financier international et préparation des comptes	Investissements et partenariats en France
Y. Argente	A. Nguyen

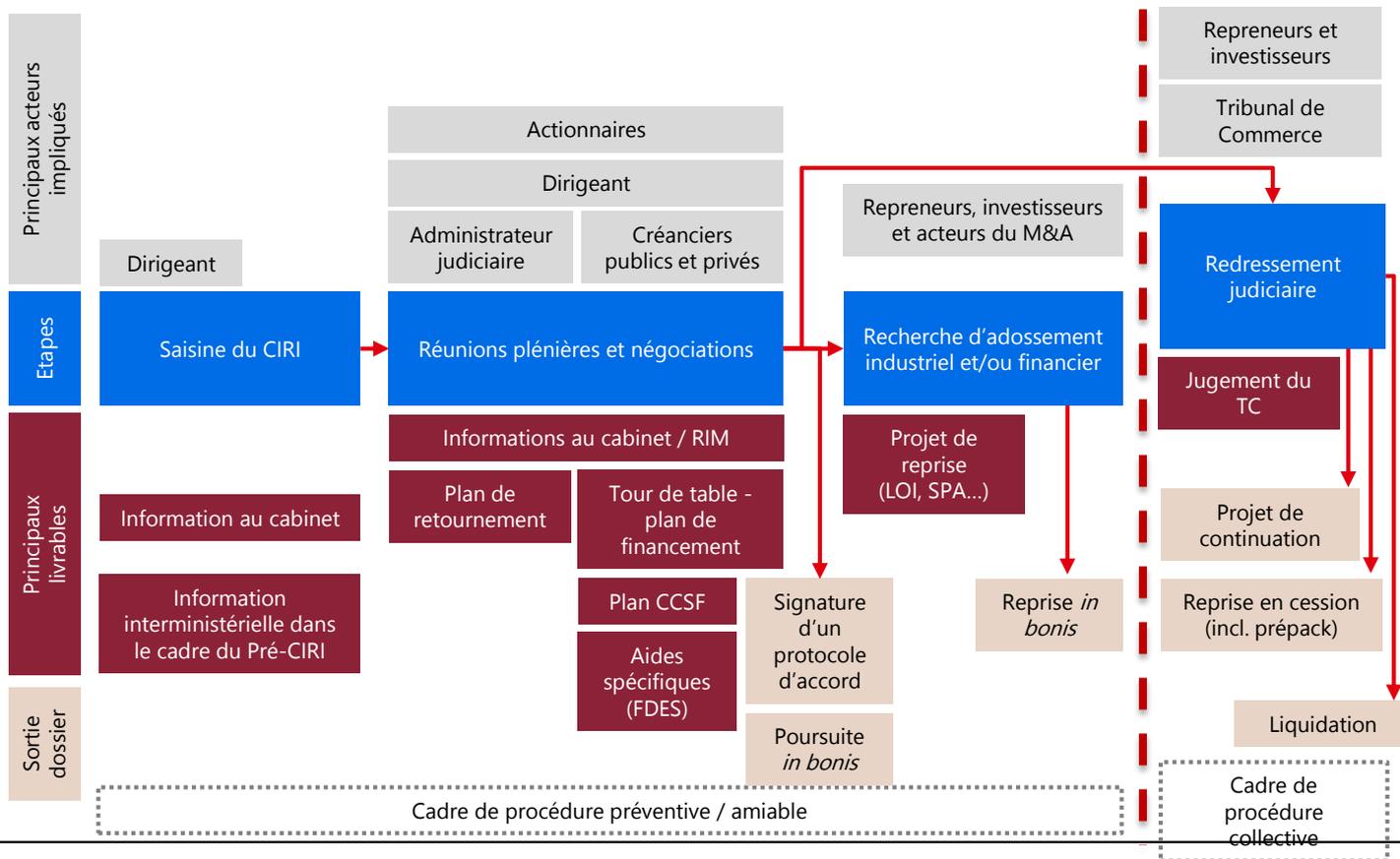
<b>FININTER4</b>	<b>BILAT4</b>
Business France et partenaires de l'exportation	Amériques
D. Agnau-Gane	M. Léon

<b>MULTIFIN5</b>
Aide publique au développement
L. Caille-Cottier

# L'équipe du Secrétariat Général du CIRI



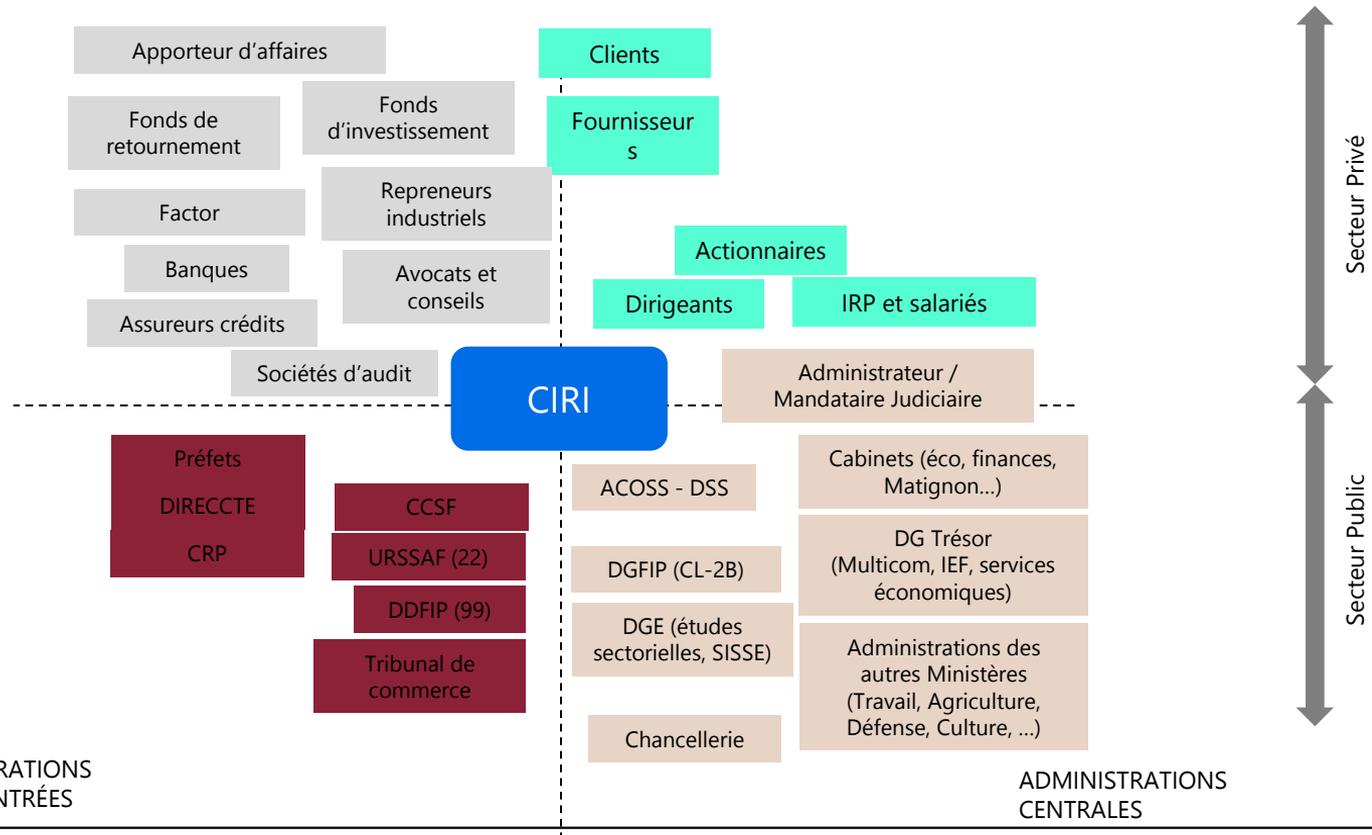
# Les étapes types du traitement d'un dossier CIRI



# Positionnement du CIRI : au cœur de la mêlée

PARTENAIRES  
PRIVÉS

ENTREPRISE



ADMINISTRATIONS  
DÉCONCENTRÉES

ADMINISTRATIONS  
CENTRALES